

Rapport sur l'Afrique centrale

Gérer le champ de bataille

Les femmes sur les lignes de front à l'est de la RDC

Nelson Alusala

Résumé

Dans la province du Sud-Kivu de la République Démocratique du Congo (RDC), s'identifier comme étant la femme d'un rebelle ou d'un milicien revient à reconnaître que l'on est complice d'un ennemi de l'État. Pourtant, ces supposées « épouses » de combattants armés non-étatiques sont obligées de survivre dans ou à la périphérie des zones de combat au travers de leurs relations conjugales, en dissimulant leur identité tout en utilisant leur affiliation aux groupes armés comme source de survie. Une étude récente montre que de nombreuses femmes sont moins dépendantes de leurs « maris » que ce que l'on peut penser, et que les relations conjugales deviennent souvent un mécanisme de survie.

LE CONFLIT PROLONGÉ dans l'est de la RDC fait payer un lourd tribut aux populations ordinaires. Les femmes en général continuent à souffrir, non seulement en raison de la violence sexiste et sexuelle dont elles sont victimes, mais aussi de la responsabilité croissante qui leur incombe de s'occuper de leurs familles pendant que leurs hommes sont à la guerre. Les femmes « à la charge » de combattants armés non-étatiques sont particulièrement affectées.

En parlant avec ces femmes et en les écoutant décrire leurs modes de survie et la relation qu'elles entretiennent avec leurs « maris », on se demande s'il est judicieux de les considérer à la charge de leurs « maris », étant donné qu'elles ont développé leurs propres mécanismes d'adaptation dépourvus de tout soutien communautaire.¹

Méthodologie

L'objectif de l'étude était d'identifier la manière dont les femmes associées à des combattants armés non-étatiques se débrouillent dans leurs vies quotidiennes dans les circonstances dans lesquelles elles se trouvent.

Les renseignements ont été recueillis dans le cadre d'interviews et de discussions avec les groupes de femmes décrits ci-dessous. Le premier groupe de personnes interrogées était

composé de 44 épouses des miliciens Maï Maï – 21 à Bukavu et 23 à Uvira. Le deuxième groupe était composé de sept épouses de combattants des FDLR, et le troisième groupe de trois épouses de combattants des FNL. Le quatrième groupe se composait d'un groupe de discussion de cinq veuves d'anciens combattants armés non-étatiques de milices locales qui sévissent à Luvungi et d'un autre groupe de trois veuves de combattants des FDLR sévissant entre la ville d'Uvira et de Lemera, dans le Moyen Plateau. Les personnes interviewées étaient âgées de 17 à 65 ans et avaient été mariées à l'âge moyen de 14 ans. Toutes les femmes interviewées ont révélé que leurs mariages étaient volontaires.

Combattants armés non-étatiques

Les combattants armés non-étatiques sont ceux qui sont disposés et aptes à utiliser la violence pour poursuivre leurs objectifs et qui ne sont pas intégrés dans les institutions étatiques officielles telles que les armées régulières, les gardes présidentielles, la police ou les forces spéciales. Ces groupes jouissent d'un certain degré d'autonomie en matière de politique, d'opérations militaires, de ressources et d'infrastructures et de travail au sein d'une structure organisationnelle.²

Ils comprennent des milices, des groupes rebelles, des chefs de guerre, des clans, des terroristes, des criminels et des mercenaires dont le but est en général de compromettre l'appareil d'État. Les groupes armés non-étatiques font aussi partie du groupe plus vaste de combattants du conflit qui inclut les gouvernements, les groupes politiques organisés, les groupes ethniques et les civiles, qui se disputent tous le pouvoir politique de l'État, notamment l'accès aux ressources.³

La désignation « combattants armés non-étatiques », dans le contexte de l'est de la RDC, fait référence aux combattants autres que les forces armées de l'État qui prennent part à des conflits armés entre eux ou contre les forces de l'État (Forces Armées de la République Démocratique du Congo – FARDC). Bien que les combattants armés non-étatiques soient en général des individus qui luttent contre le gouvernement central, le contexte dans l'est de la RDC est légèrement différent.

La plupart des membres des milices et des groupes rebelles rejoignent les groupes sans réelle intention de renverser un jour le gouvernement à Kinshasa. Ce sont des combattants locaux principalement intéressés par leur survie quotidienne. Autrement dit, la plupart des fermes possèdent une ou deux armes qui sont utilisées pour protéger la famille ou comme outil de subsistance (raids armés, impôts forcés, vols, défense de territoires miniers et ainsi de suite).

Pour les individus, notamment les hommes, la création de milices dans l'est de la RDC est comparable à un mode de vie – une source de revenus. Les conflits portent davantage sur le contrôle des ressources naturelles que sur le pouvoir politique.

Les femmes dans les zones de conflit

En Afrique, comme dans la plupart des régions du monde, le phénomène des femmes utilisées comme combattantes ou agents de guerre (soit directes ou indirectes) est très peu exploré et encore moins reconnu, même lorsque leur contribution est si visible. Le courant de pensée traditionnel est que les conflits armés sont principalement perpétrés par les hommes, et que donc la guerre, qu'elle soit civile ou entre États, serait largement une affaire d'hommes qui représentent la majorité des combattants. Les femmes (et les enfants) sont habituellement relégués au rôle secondaire qui se limite à accompagner les hommes.



POUR LES COMBATTANTS,
LES MILICES SONT
UN MODE DE VIE ET
UNE SOURCE DE REVENU

Dans l'est de la RDC, où le viol et d'autres formes d'agression à l'égard des femmes sévissent, les femmes ne sont pas tenues en grande estime, et sont souvent reléguées au rôle de victimes de guerre à perpétuité. Pire encore, les soldats et les policiers, qui sont censés protéger les citoyens, figurent parmi les auteurs d'actes de violence et d'injustice à l'encontre des femmes.⁴

Un récent rapport des Nations Unies (NU) sur les droits de l'homme a identifié les principales causes d'injustice à l'encontre des femmes dans l'est de la RDC comme étant la faiblesse des institutions étatiques – notamment les institutions nationales militaires, policières et judiciaires – et l'impunité persistante. Selon le rapport, ces aspects, qui devraient être au cœur de la réforme du secteur de la sécurité (RSS) en RDC, ont compromis les efforts visant à restaurer la sécurité dans le pays.⁵

La situation précaire des femmes dans la zone de conflit dans l'est de la RDC est aussi complexe que la nature cyclique de la violence armée. La longueur et la nature répétitive du conflit ont conduit les combattants à se recycler d'une guerre à l'autre, avec un impact durable à la fois sur les victimes et les auteurs de violences.

Les femmes associées aux combattants armés non-étatiques figurent parmi les personnes affectées. Dans le Sud-Kivu, province sur laquelle repose cette étude, il existe deux catégories de groupes armés auxquels sont liées les femmes en question : les groupes armés locaux (essentiellement des milices Maï Maï) et les groupes armés étrangers (rebelles).⁶ « Maï Maï » est un nom collectif qui désigne des groupes armés locaux émanant de groupes ethniques qui pensent que la terre devrait appartenir à ces habitants d'origine. Ils se battent contre les forces gouvernementales mais aussi entre eux et contre les groupes armés étrangers pour le contrôle des ressources foncières et naturelles, notamment les zones minières.

Les milices qui sévissent dans le Sud-Kivu incluent les Maï Maï Yakutumba, les Raia Mutomboki, les Maï Maï Fujo, les Maï Maï Kifua Fua, les Maï Maï Kapopo, la Force auto-défense légitime (FAL), et les Patriotes Résistants Congolais (PARECO). Les combattants de ces groupes armés appartiennent à deux catégories : ceux qui refusent systématiquement l'intégration dans les forces militaires du pays – les FARDC – et ceux qui ont déserté les FARDC pour rejoindre des groupes armés. Parfois, les combattants passent d'une malice ou d'un groupe armé à un autre, le principal critère étant la rentabilité du groupe en termes de ressources naturelles qu'il contrôle.⁷

Il existe deux principaux groupes de rebelles étrangers au Sud-Kivu, à savoir les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) du Rwanda et les Forces nationales de libérations (FNL) du Burundi.⁸ Les femmes associées à ces deux catégories de combattants (locaux et étrangers) sont souvent

victimes de leur affiliation aux combattants et sont forcées de suivre les vagues de déplacement déterminées par l'évolution rapide des scénarios de conflit sur le terrain. Elles doivent souvent chercher refuge (avec leurs enfants) loin des zones de combat dans lesquelles leurs « maris »⁹ sont basés.

Les efforts entrepris par le gouvernement et la communauté internationale pour intégrer les milices dans les FARDC de manière durable ou pour les réintégrer dans la société se sont heurtés à de nombreux obstacles, tout comme le processus de démantèlement et de rapatriement des vestiges des FDLR et des FNL au Rwanda et au Burundi respectivement, qui continu à se heurter à la résistance des groupes.¹⁰

Alors que ces deux groupes armés (milices et rebelles) continuent à faire la guerre entre eux et à l'État, les activités économiques au sein des territoires sous leur contrôle se poursuivent sans entrave dans l'ombre de la guerre. Les femmes associées aux groupes de combattants comptent parmi les participants les plus actifs à ces activités.

La situation précaire des femmes dans la zone de conflit dans l'est de la RDC est aussi complexe que la nature cyclique de la violence armée

Les témoignages de ces femmes et l'observation de leurs mécanismes d'adaptation quotidienne démontrent clairement que leur survie est largement indépendante du soutien de leurs soi-disant « maris » qui sont constamment au combat. Ces femmes, selon leurs dires, ne se considèrent les épouses des combattants que par rapport aux enfants nés de leurs unions.¹¹ Lorsqu'on leur a demandé pourquoi elles voudraient encore s'associer aux combattants, la majorité d'entre elles ont déclaré qu'elles pensaient que leurs « maris »... « se battaient pour une bonne cause, dans le but de rendre leurs vies meilleures [et] qu'un jour ils reviendraient ».¹²

Les femmes dont les « maris » sont actifs au combat ont appris à évacuer le champ de bataille quand la guerre est imminente et de revenir quand la situation est plus calme. Les femmes interviewées dans le cadre de cette recherche avaient quitté les positions de défense de leurs « maris » en raison d'un conflit imminent, même si elles fréquentaient encore les zones de combat pour le commerce, notamment pour aller chercher des minéraux.

L'environnement au Sud-Kivu est principalement caractérisé par le commerce informel d'une grande variété de matières

premières. La survie quotidienne des femmes dépend en général de la façon dont elles tournent la situation dans laquelle elles se trouvent à leur avantage.

Intégrer les questions de parité hommes-femmes dans la réforme du secteur de la sécurité

L'intégration des questions de parité hommes-femmes dans la réforme du secteur de la sécurité (RSS) est essentielle pour renforcer la sécurité, la justice et la situation économique de l'État post-conflit, ainsi que pour encourager l'appropriation du processus. Pour ce faire, il faut créer un secteur de sécurité efficace, responsable et participatif dans lequel tous les citoyens, quels que soient leur genre, leur statut ou leur affiliation dans la société, ont un rôle à jouer.

Pour parvenir à intégrer les questions de parité hommes-femmes, il faut augmenter le recrutement et la promotion du personnel féminin dans le secteur RSS, en prévenant les violations des droits de l'homme et en collaborant avec des organisations de femmes. À l'échelon international, l'importance de l'intégration des questions de parité a été largement reconnue. Parmi les instruments qui reconnaissent cet aspect on retiendra notamment la Plate-forme d'action de Beijing et les résolutions 1325 (2000), 1820 (2008), 1888 (2009), 1889 (2009), 1960 (2010), 2106 (2013) et 2122 (2013)¹³ du conseil de sécurité des Nations Unies.

À l'échelon continental, l'Union africaine (UA), à travers sa Déclaration solennelle sur l'égalité des sexes en Afrique (SDGEA), oblige les États membres à appliquer le principe d'égalité entre les hommes et les femmes et d'autonomisation des femmes, y compris dans les processus RSS aux échelons national, régional et continental.¹⁴ Cette obligation a été renforcée par une décision du Conseil exécutif de l'UA en 2009, qui a proclamé la décennie 2010-2020 Décennie des femmes africaines.¹⁵ Le Cadre stratégique de l'UA sur la réforme du secteur de sécurité souligne la nécessité d'inclure les intérêts des femmes de toutes catégories dans la planification des programmes RSS. Il y est stipulé que :

La RSS adhèrera aux principes de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, tels que consacrés par le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes en Afrique (2003), la Déclaration solennelle sur l'égalité des sexes en Afrique (2004), la Déclaration solennelle sur la politique commune africaine de défense et de sécurité (2004), la Politique de reconstruction et de développement post-conflit (2006), la Politique de l'Union africaine sur l'égalité des sexes (2009), les Résolutions du conseil de sécurité des Nations Unies 1325 (2000), 1820 (2008), 1888 et 1889 (2009), ainsi que par d'autres instruments pertinents des CER et des États membres relatifs à l'égalité des sexes. L'ensemble du processus de la RSS inclura donc des activités spécifiques aux femmes, des programmes de sensibilisation au genre et des programmes sexospécifiques, et visera à créer des possibilités de transformation propices à l'égalité des sexes dans le secteur de la sécurité.¹⁶



LA DÉCLARATION
SOLENNELLE DE L'UA SUR
L'ÉGALITÉ DES SEXES OBLIGE
LES ÉTATS MEMBRES À
APPLIQUER LE PRINCIPE
D'ÉGALITÉ ENTRE LES
HOMMES ET LES FEMMES ET
D'AUTONOMISATION
DES FEMMES

La participation des femmes dans le programme d'intégration est au cœur de la plupart des discussions mondiales sur l'intégration des questions de parité hommes-femmes dans les programmes de RSS. De même, il semblerait que les questions de genre dans les processus de DDR soient limitées à l'inclusion des intérêts d'anciennes combattantes (celle qui participent directement en tant que combattantes) dans le programme. La plupart du temps, le bien-être des femmes à la charge des combattants non-étatiques n'est pas pris en compte, peut-être parce qu'elles ne participent pas directement au conflit.

La RDC ne fait pas exception à la norme mondiale en ce qui concerne la situation des femmes à la charge des combattants armés non-étatiques. Le pays a connu plusieurs processus de DDR avant le dernier en date,¹⁷ le « Plan global de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR III), de 2014 » mais aucun d'entre eux n'a tenu compte des intérêts des femmes à la charge des rebelles ou des miliciens, en dépit du risque élevé qu'ils présentent pour la réussite du processus de DDR.

Bien que les femmes n'apparaissent pas comme des combattantes de guerre au sens strict du terme, leurs activités et leurs liens avec les combattants armés démontrent le contraire. Le manque de structures de soutien appropriées au sein de la communauté ne fait que rendre leur affiliation à des combattants armés non-étatiques plus dangereuse, ce qui conduit souvent leurs enfants à rejoindre les milices ou les groupes rebelles car dans les circonstances qui prévalent, c'est ce qu'ils ont de mieux à faire. La nouvelle recrue du groupe rebelle/de la milice rejoint ainsi le conflit et le cycle se répète.¹⁸

Les échecs passés des programmes de DDR en RDC peuvent être en partie imputés à un manque de planification rigoureuse, ainsi qu'à l'incapacité des planificateurs à apprécier les liens entre la RSS et le processus de DDR qui permettraient d'inclure l'inclusion des combattants indirects dans le programme.

La situation de la femme moyenne au Sud-Kivu – qu'elle soit associée ou pas à des combattants – est généralement incertaine

Les discussions stratégiques sur les liens entre le processus de DDR et la RSS ont permis de déterminer que la concentration des efforts sur la gouvernance du secteur de sécurité permettrait de mieux apprécier l'interdépendance entre le processus de DDR et la RSS et de réaliser que les problèmes de sécurité dans les contextes post-conflit ne peuvent pas être résolus séparément mais qu'ils doivent être intégrés de la promotion de la gouvernance démocratique. Le processus de DDR et la RSS sont liés en termes d'offre et de demande, en ce sens que le processus de DDR constitue le fondement de la RSS car à travers la démobilisation et la réintégration d'anciens combattants, il détermine la taille et la nature du secteur de sécurité post-conflit. Une fois que les combattants démobilisés sont intégrés dans la société, la situation devient propice à un processus RSS efficace.¹⁹

Vivre dans l'incertitude

La situation de la femme moyenne au Sud-Kivu (qu'elle soit associée ou pas à des combattants) est généralement

incertaine. L'économie de la province est informelle et la survie quotidienne dépend de l'aptitude à utiliser l'environnement à son avantage. Il est particulièrement difficile pour les épouses ou les veuves des combattants armés non-étatiques d'intégrer librement le reste de la communauté en raison de la stigmatisation associée à leurs liens avec les milices ou les rebelles.

D'un côté, elles s'efforcent de dissimuler cette identité au public, alors que d'un autre elles exploitent cette association pour accéder à des zones contrôlées par les milices et les rebelles afin d'obtenir des produits qu'elles revendront. C'est un exercice d'équilibre périlleux, comme l'explique l'une des femmes :

Tout le monde ici tire profit de son statut et de l'environnement qui l'entoure. Je vends des diamants parce que le bataillon de mon mari contrôle une mine d'or à Mukungwe ... quelqu'un d'autre vend du bois et du charbon parce que son mari contrôle une partie de la forêt de Kahuzi-Biega. D'autres femmes se rendent à Bujumbura pour livrer des marchandises ... Nous optimisons chaque opportunité pour survivre ...²⁰

Les possibilités d'emploi limitées et l'insécurité persistante dans l'est de la RDC poussent de nombreuses femmes à la limite de la survie. Les possibilités de s'instruire qui s'offrent à elles sont étouffées par le conflit, et leur sécurité est menacée. La plupart d'entre elles sont victimes de viols. Leur situation les expose à la probabilité d'autres attaques, ce qui les oblige à faire preuve d'opportunisme dans leur quête de sécurité et de stabilité.

L'un des moyens d'y parvenir est d'épouser un « soldat » quelconque, qui, en plus d'être un mari, est une source de protection en cas d'attaques. Au Sud-Kivu, les combattants armés non-étatiques sont les « soldats » les plus répandus et les plus populaires. Ils représentent donc la meilleure option de mariage pour la plupart des jeunes femmes.²¹ Les combattants armés non-étatiques dans l'est de la RDC représentent aussi un statut au-dessus du citoyen ordinaire. Marier l'un d'entre eux, c'est faire le pari de devenir riche et/ou d'obtenir un statut, car ils sont presque considérés comme des soldats du gouvernement :

Une fois qu'un combattant a rejoint un groupe armé, il obtient un grade, ce qui, à lui seul, lui confère un certain statut dans la communauté... l'épouse d'un tel individu a aussi droit à certain niveau de respect et aux dividendes qui en découlent.²²

Un acteur armé non-étatique a la possibilité d'être réintégré dans les FARDC dans le cadre d'un processus de DDR. Il existe d'innombrables exemples de ces processus dans lesquels les miliciens et les rebelles ont négocié leur intégration dans les FARDC dans l'espoir d'améliorer leur niveau de vie. Même si le combattant n'est pas retenu pour intégrer les FARDC au cours du

processus de DDR, les avantages procurés par le processus de DDR (environ 310 US\$ en plus des équipements de départ) représentent un capital substantiel que la famille peut investir dans une petite entreprise. Le montant augmente avec chaque membre supplémentaire de la famille qui est démobilisé.

Lorsqu'on leur a demandé quels autres avantages procurent le mariage avec un combattant armé non-étatique, certaines des épouses des milices à Uvira ont déclaré que leur décision reposait sur l'espoir qu'être l'épouse d'un membre d'un groupe rebelle ou d'une milice offrirait de meilleures perspectives d'avenir. D'autres pensaient que ce faisant, elles augmenteraient leur sécurité personnelle ainsi que celle de leurs familles et de leurs proches, parce que le combattant serait en mesure de les défendre en cas d'attaque.

Certaines pensaient que le seul fait d'appartenir à un groupe armé permettrait au mari d'accéder au territoire (sous le contrôle de ce groupe armé) à partir duquel les épouses et les enfants tireraient leur subsistance en accédant aux ressources sous le contrôle de milices. Il pourrait s'agir d'un territoire minier, d'un marché local où l'on collecte des impôts, d'une route sur laquelle des barrages routiers sont érigés pour collecter des impôts, ou d'une forêt de laquelle on extrait du charbon et du bois.

Il est ressorti clairement des nombreuses interactions avec ces femmes que la plupart de leurs aspirations étaient irréalistes et qu'elles étaient plus préoccupées par leur survie quotidienne que par des débouchés futurs.

Stratégies d'adaptation

L'incapacité de la communauté de remédier à la situation déplorable des femmes à la charge des rebelles et de miliciens les a forcées à adopter des stratégies d'adaptation dans le but de survivre dans l'environnement hostile dans lequel elles se trouvent. Cette vie quotidienne est caractérisée par un combat permanent pour joindre les deux bouts.

Parmi les stratégies qu'elles ont adoptées, on retiendra le trafic illicite des ressources naturelles, le commerce transfrontalier (notamment la contrebande de minéraux au travers des frontières), le commerce à petite échelle, l'utilisation de compétences locales (traditionnelles) et le recours aux programmes de DDR pour gagner un peu plus d'argent.

Les dynamiques au sein de la société sont telles que le groupe de femmes que l'on peut qualifier de « femmes à la charge des combattants armés non-étatiques » est un groupe très réservé, craintif et méfiant, en raison essentiellement de la peur d'attaques de représailles ou d'arrestations par les organismes de l'État ou les ennemis de leurs « maris ». Le chercheur a mis plusieurs jours à prendre contact et à interagir avec les femmes affectées afin d'établir un climat de confiance avant qu'elles se confient et parlent de leurs mécanismes de survie.

Dans l'est de la RDC, la plupart des individus ouvertement associés à un groupe rebelle ou à des milices sont traités avec antagonisme en raison de la souffrance que subissent les habitants aux mains des groupes armés.²³ Les familles de miliciens ou de rebelles connus sont confrontées tous les jours au risque d'être assassinées, arrêtées et/ou que l'on brûle leurs maisons. Cette menace existe surtout dans les environnements non urbains, où il est plus facile d'identifier ces maisons. C'est pour cette raison que la plupart des combattants ont tendance à réinstaller leurs familles dans des centres urbains, loin de l'endroit où ils pratiquent leurs activités armées, dans le but de dissimuler l'identité de leurs familles.

Dans la plupart des cas, les combattants armés non-étatiques et les personnes qu'ils ont à charge n'ont pas accès aux systèmes de soutien communautaires, notamment l'aide



LES FAMILLES DE MILICIENS
OU DE REBELLES SONT
CONFRONTÉES AU RISQUE
D'ÊTRE ASSASSINÉES,
ARRÊTÉES ET/OU QUE L'ON
BRÛLE LEURS MAISONS

humanitaire. Un membre du personnel d'une organisation non gouvernementale (ONG) locale a expliqué que « ... très peu d'ONG s'occupent des familles de combattants non-étatiques ... elles sont considérées comme des ennemies de l'État et elles ne peuvent donc prétendre à aucuns avantages. Elles se débrouillent toutes seules ... »²⁴

Trafic illicite de ressources naturelles

Il s'agit du commerce le plus lucratif au Sud-Kivu, où tout le monde converge. Selon l'une des femmes, « ... toutes les personnes, des revendeurs traditionnels aux autorités gouvernementales en passant par les hommes d'affaires locaux et les rebelles et les miliciens, ainsi que leurs épouses et leurs enfants, y prennent part. Ce commerce ne connaît pas de frontières au Congo ... »²⁵

Les bénéfices réalisés par un courtier en or local (intermédiaire) basé à Uvira et qui fait le trafic de minéraux, sont non seulement destinés aux femmes à la charge des combattants armés non-étatiques, mais aussi aux combattants eux-mêmes et aux soldats des FARDC censés « protéger » les mines contre les activités illégales.²⁶ Les groupes armés et leurs réseaux criminels – y compris des milices Maï Maï, des commandants de l'armée congolaise et des rebelles des FDLR – contrôleraient le commerce des ressources naturelles, notamment de l'or, dans les Kivus.²⁷

Les épouses et/ou les femmes associées des combattants armés non-étatiques jouent un rôle actif dans le transfert des minéraux des mines jusqu'aux clients

Les épouses et/ou les femmes associées des combattants armés non-étatiques jouent un rôle actif dans le transfert des minéraux des mines jusqu'aux clients à Uvira et à Bukavu.

Selon un négociant d'or de Bukavu, qui achète régulièrement auprès des femmes affiliées aux milices Maï Maï avant de livrer le métal à ses contact dans la région, les femmes sont les intermédiaires privilégiées pour les ressources naturelles (notamment l'or) parce qu'elles sont plus fiables que les hommes : « Elles ne manquent jamais une livraison et sont dignes de confiance [sic] ... Personnellement, j'envoie certaines des femmes à Bujumbura pour livrer des colis dès que nécessaire, et elles le font ». ²⁸

Ce témoignage corrobore les conclusions d'une autre étude qui décrit la manière dont l'or, objet du trafic illicite, circule du Sud-Kivu via Bujumbura jusqu'aux marchés en Europe. Le rapport décrit la façon dont l'or provenant du Sud-Kivu arrive jusqu'à

la compagnie belge Berkenrode en transitant par le Burundi. D'autres marchandises circulent du Sud-Kivu via Kigoma et Mwanza en Tanzanie. Les contrebandiers sont aussi présents à Kampala. Les principales sources de minéraux illicites sont les zones contrôlées par les FDLR et les milices Maï Maï.²⁹

Selon une trafiquante d'or qui est aussi à la charge d'un combattant Maï Maï, le trafic illicite de minéraux comporte de très grands défis, bien que les dividendes en valent souvent la peine. Claudine, 25 ans et mère de cinq enfants âgés de 3 à 12 ans, a déclaré à l'intervieweur :

La vie de la famille d'un rebelle est la chose la plus difficile ici. Les gens nous soupçonnent et nous ne trouvons presque jamais de travail et par conséquent, nous devons nous débrouiller comme nous le pouvons. Le moyen le plus facile de s'en sortir a été de raviver nos contacts avec nos amis qui ont été réintégrés dans les FARDC et qui sont déployés dans les concessions minières. De cette manière, ils font passer les minéraux par notre intermédiaire jusqu'aux marchés à Bukavu, à Uvira et à Bujumbura ...³⁰

Claudine a ajouté que parfois, elle et ses amies sont obligées de s'aventurer loin de Bukavu pour chercher de l'or. Elles vont souvent jusqu'à Mukungwe, qui se trouve à environ 45km, pour chercher de l'or. Elles partagent une moto (appelée *motara*) pendant une partie du trajet mais en raison du terrain montagneux, elles font la plupart du trajet à pied en traversant des territoires sous le contrôle de différents groupes rebelles et de milices.

La plupart des mines artisanales sont sous le contrôle et le commandement des FARDC, dont les campements sont souvent situés près des mines. Les soldats des FARDC ne participant pas beaucoup aux activités, préférant laisser les habitants locaux de la zone se charger de l'exploitation minière pour leur compte. Les épouses des combattants armés non-étatiques fréquentent les zones minières contrôlées par les FARDC pour acheter de l'or. Cependant, elles sont obligées de payer des impôts aux FARDC avant de quitter les mines et rencontrent aussi parfois des groupes armés au cours du transport des minéraux :

... Parfois nous sommes interceptées par des groupes armés tels que les FDLR et les Maï Maï qui suivent nos mouvements ... et nous devons soit leur donner la totalité de la « tola » [un sac de minéraux contenant notamment de l'or] ou la partager avec eux pour qu'ils nous laissent sortir de leur territoire ...³¹

Selon Claudine, « ... plus tu achètes auprès d'une mine spécifique, plus il est facile de faire des affaires avec ceux qui contrôlent la mine ... La relation repose soit sur des

liens préexistants entre les épouses des soldats de FARDC et celles des groupes de miliciens, soit sur des motifs strictement commerciaux à l'échelon local. »³² Les trafiquantes d'or qui ont des contacts établis au sein des FARDC peuvent s'infiltrer dans les campements des FARDC aux côtés des familles des FARDC pendant plusieurs jours et amonceler ainsi des minéraux provenant de mines sous le contrôle de ces bataillons.

Par ailleurs, certaines de ces femmes ont été victimes d'agressions sexuelles de la part de groupes armés et de soldats errants des FARDC :

Une fois que nous avons collecté suffisamment de minéraux auprès de nos contacts dans les FARDC, nous nous rendons au marché... Cependant, le danger est que certaines d'entre nous sont souvent victimes d'agressions sexuelles voire même de viol à l'intérieur des campements.³³

Investir dans le commerce transfrontalier

La ville de Mboko est située dans le district de Tanganyika sur les bords du Lac Tanganyika. De l'autre côté du lac, au Burundi, se trouve la plage Rumonge, qui est un marché beaucoup plus grand et beaucoup plus fréquenté où l'on trouve du poisson, du bois et des produits agricoles. Rumonge attire les matières premières provenant du côté congolais du lac, une occasion que plusieurs femmes n'ont pas hésité à saisir.

En février 2014, trois épouses de miliciens de Maï Maï et d'habitants de Mboko, au Sud-Kivu, ont utilisé l'argent qu'elles avaient économisé ensemble de la vente de « ndagala » (nom local désignant des petits poissons que l'on trouve communément dans la Lac Tanganyika) pour acheter un canoë à moteur. Elles ont utilisé le canoë pour créer une entreprise de transport sur le Lac Tanganyika visant à transporter les marchandises de l'autre côté du lac, entre Mboko (en RDC) et Rumonge (au Burundi) ainsi que vers d'autres destinations le long du lac. En avril 2014, le bénéfice moyen du trio se situait entre 25 et 30 US\$ par jour. Lorsque l'activité de transport tourne au ralenti, le canoë est utilisé pour aller chercher du sable dans le lac qui est ensuite stocké sur la rive à la disposition d'acheteurs potentiels.³⁴

On retiendra comme autre exemple de commerce transfrontalier, celui de Jacqueline et de sa voisine, Pasha, dont les « maris » font tous deux partie d'un groupe de miliciens de la FAL dans le moyen plateau de Lemera, qui se rendent au Burundi le mardi pour vendre des cacahouètes et des haricots à Gatumba puis qui reviennent le vendredi avec de la paraffine et parfois du *mazout* (diesel) qu'elles vendent à Uvira.

Les femmes exploitent leur connaissance du champ de bataille et leur association avec les combattants pour se faire « accepter » dans des réseaux de « commerce protégé », autrement dit des trafics illicites de matières premières et de produits interdits tels que la viande de gibier, la marijuana, les minéraux, et le transport de charbon de la source jusqu'au marché. Elles agissent comme intermédiaires dans ce commerce et font le trafic des produits entre la source et le marché extérieur.

Petites commerçantes

Environ 85% des femmes interviewées à Bukavu et à Uvira pratiquaient des activités commerciales à petite échelle qui consistaient à vendre des vêtements *mitumba* (d'occasion/usés), des accessoires de téléphones mobiles et du temps de communication et des céréales (haricots, maïs, cacahouètes). Lorsqu'on leur a demandé pourquoi la plupart d'entre elles ne pratiquaient pas d'activités commerciales à plus grande échelle, les femmes ont répondu qu'elles vivaient dans un état d'incertitude qui

85%

LE POURCENTAGE DES
FEMMES INTERVIEWÉES
À BUKAVU ET À UVIRA QUI
SE LIVRAIENT À DES
ACTIVITÉS COMMERCIALES
À PETITE ÉCHELLE

les obligeait souvent à partir du jour au lendemain en fonction des bases opérationnelles des groupes armés de leurs « maris ».

L'une des personnes interrogées, Beatrice, a déclaré qu'entre février et avril 2015, elle et ses quatre enfants avaient quitté Bunyakiri pour se rendre à Kamituga, à environ 190km, en raison d'attaques prédatrices lancées par Raia Mutomboki contre la base de défense de son mari. Le trajet, qui a été effectué en partie à moto (payée en minéraux) et en partie à pied, leur a pris cinq jours.

D'autres attaques sur sa personne et ses enfants à Kamituga, perpétrées quand son mari se battait dans la brousse, l'ont forcé à s'enfuir vers Uvira au début du mois de mars, accompagnée de trois autres femmes et de leurs enfants. Peu de temps après, elle a perdu contact avec son mari. Après trois jours de marche, le groupe est arrivé à Uvira. Avec ses quatre enfants et 15 US\$, elle a commencé à vendre du charbon en boîte et a trouvé refuge dans le marché où elle faisait ses affaires.

Au début du mois d'avril, elle a été avertie de la mort de son mari – qui était tombé dans une embuscade avec un collègue. Au moment de l'interview, Beatrice prévoyait de se rendre à Kamituga dans l'espoir de récupérer les choses que son mari avait laissées, mais aussi pour aller chercher de l'or qu'elle comptait ensuite vendre à Uvira. Elle voulait trouver un client potentiel pour lui acheter l'or avant de rejoindre Kamituga.

Le désespoir que ressentent ces femmes les conduit à saisir chaque opportunité qui se présente à elles

Nombreux étaient les récits similaires à celui de Beatrice, où les « maris » sont soit séparés de leurs épouses ou tués par des ennemis. En 2015, Adèle, une mère de six enfants, n'avait pas eu de nouvelles de son mari depuis trois ans. Après avoir été démobilisé des FARDC, il a rejoint les Mai Mai Yakutumba comme commandant de l'une des bases à Misisi, dans le territoire de Fizi. Avant de disparaître, il l'avait présentée à un groupe d'épouses de soldats des FARDC qui contrôlaient une mine d'or à Misisi. Adèle a depuis mis en place un réseau avec les épouses des FARDC, auprès desquelles elle achète de l'or qu'elle vend ensuite à Uvira à un contact de Bujumbura.

Utilisation de compétences locales/traditionnelles

Mama Bahati, qui voit son mari milicien une fois tous les deux mois, vit la vie d'une mère célibataire. Elle gagne sa vie en vendant de la farine de manioc qu'elle prépare en écrasant du manioc séché avec un pilon et un mortier, car il n'existe qu'un seul moulin dans le village de Kaberagule situé à cinq kilomètres de sa maison et de l'autre côté d'une forêt contrôlée par une

milice rivale. Par ailleurs, elle ne serait pas en mesure de payer le coût de l'utilisation du moulin qui est d'environ 500 FC (50 centimes américains).

Mama Bahati, qui a 26 ans, a trois garçons et une fille (âgés de 1 à 11 ans). Elle pense que personne d'autre ne se soucie plus du bien-être de ses enfants qu'elle. De nombreuses ONG se rendent dans sa région pour proposer un soutien aux nécessiteux, dit-elle, mais parce que le chef traditionnel ne reconnaît pas sa famille et d'autres familles qui se sont installées récemment dans la région, il les exclut de la liste des bénéficiaires.

Le père de Mama Bahati faisait aussi partie d'une milice Mai Mai, et par conséquent, elle a hérité du style de vie de sa mère et il ne fait aucun doute pour elle que ses enfants suivront le même chemin, perpétuant ainsi ce piège cyclique vicieux.

Dans le village de Makobola II, dans le territoire de Fizi, Marie-Claire, une veuve mère de six enfants, survit en soignant les rebelles et les miliciens blessés. Ses patients se rendent chez elle à la tombée de la nuit, et si le nombre de ses clients baisse, elle laisse ses enfants à garder par Mama Annette, une voisine, pour rechercher des patients dans les campements de rebelles ou les villages de miliciens. Elle est très connue dans la région et n'a donc pas peur :

... Certains des combattants blessés ont peur de s'aventurer en dehors de leurs bases, c'est pourquoi je vais à eux ... Parfois, ils envoient un émissaire pour venir me demander de les soigner dans les campements, notamment leurs commandants ... ils ont peur d'être attaqués s'ils viennent me voir ...³⁵

Marie-Claire a aussi indiqué que lorsqu'elle se rend dans les campements de rebelles ou les villages de milices, elle amène des coupons de temps de communication qu'elle vend aux combattants. Elle est souvent payée en nature par des *tolas* d'or ou de céréales (maïs, haricots, sorgho et ainsi de suite).

Tirer profit des programmes DDR

Naturellement, le désespoir que ressentent ces femmes les conduit à saisir chaque opportunité qui se présente à elles, notamment en se faisant passer pour des combattantes, dès qu'elles peuvent en tirer profit.

Selon un officier chargé du programme de DDR III à Bukavu, ce phénomène fait que le nombre de cas de DDR dépasse souvent les estimations du programme. Malgré le fait qu'elles ne soient pas des combattantes, la plupart des femmes associées à des combattants connaissent bien les critères utilisés pour identifier les bénéficiaires potentielles :

... elles sont passées maîtres dans l'art du maniement du fusil, de la marche militaire ainsi que de l'exécution des

exercices de terrain simples qui sont souvent exigés. Elles connaissent aussi les bataillons ou les brigades avec lesquelles elles s'associent, et n'ont donc aucun problème pour satisfaire aux critères exigés pour devenir bénéficiaire du programme DDR ...³⁶

Ce constat confirme la nécessité pour les décideurs de commencer à réfléchir à la manière de subvenir aux besoins de ces femmes, peu importe que les combattants eux-mêmes fassent partie du processus de DDR.

Si l'on pouvait systématiquement identifier ces femmes et subvenir à leurs besoins dans le cadre d'une politique nationale définie, ce serait le début d'un processus permettant d'éliminer les effets cycliques du conflit. L'intégration de leurs besoins dans les politiques post-conflits du pays, qui éliminerait par la même occasion la « culture de DDR » omniprésente dans la société, permettrait aux « bénéficiaires » qui n'ont jamais directement participé à une guerre de ne plus dépendre d'une représentation fictive d'elles-mêmes.

La situation est comparable à celle à laquelle sont confrontés les combattants eux-mêmes. Un expert en DDR des Nations Unies à Bukavu a fait part de son inquiétude concernant la tendance à commercialiser le processus de DDR. Selon un expert, le syndrome de dépendance au processus de DDR provient de la nature cyclique de la guerre dans l'est de la RDC.

... Ici dans les Kivus, le processus de DDR est désormais perçu comme l'un des processus de guerre, et non pas un moyen de mettre un terme à la guerre... parce que certaines des miliciens que vous voyez faisaient autrefois partie des FAZ, des FAC ou des FARDC³⁷ avant de désertir et de rejoindre des groupes rebelles. Ils ont été ensuite démobilisés des groupes rebelles, pour au bout du compte y retourner ... Ils passent d'un groupe rebelle à un autre et dès qu'il existe un programme de DDR, ils se représentent encore ... et encore. C'est du business.³⁸

À la lumière de ce qui précède, il est évident que la RDC ne dispose pas des mécanismes permettant de garantir un processus de DDR durable et de répondre aux dimensions de genre de la guerre. Certaines critiques des programmes de DDR et de RSS soulignent que leur échec est principalement dû au fait qu'ils ne traitent pas des constructions sociales en relation avec la violence armée. Selon ces critiques, une partie de la solution consisterait à s'éloigner du récit de « l'arme de guerre » et à adopter des stratégies d'incitation pour les hommes et les femmes, tout en renforçant en même temps le lien entre l'action judiciaire et les services sociaux sexospécifiques.³⁹



LA PARTICIPATION AUX
ACTIVITÉS ILLICITES DEVIENT
CYCLIQUE PARCE QUE LES
ENFANTS SONT NÉS ET
ÉLEVÉS DANS LES MÊMES
CIRCONSTANCES
RESTREINTES

Conclusion

Il apparaît clairement qu'il n'existe aucun mécanisme au sein de la société pour subvenir aux besoins des femmes associées aux combattants armés non-étatiques. Cette lacune est le résultat de l'inaptitude du gouvernement à intégrer ce groupe de femmes dans sa politique nationale de DDR.

Au cours des discussions sur le conflit dans l'est de la RDC, on parle peu de la survie quotidienne de ces femmes, qu'elles soient anciennes combattantes, victimes, survivantes ou veuves d'anciens combattants. Cette précarité les oblige à recourir à différents types de stratégies d'adaptation opportunistes, dont la participation à des activités illicites. La situation devient cyclique parce qu'elles élèvent leurs enfants dans ces mêmes circonstances très restreintes.

La présente étude a mis en lumière plusieurs stratégies d'adaptation adoptées par les femmes. Parmi celles-ci, on retiendra la participation au commerce illicite des ressources naturelles, au commerce à petite échelle, à la contrebande de diverses matières premières, et la dépendance à des compétences traditionnelles pour survivre. Le point commun de ces activités est que toutes les femmes vivent dans la peur et l'incertitude du lendemain en raison de leur affiliation avec des combattants armés.

En l'absence de toute forme de soutien de la société, les enfants nés de ces mères grandissent suivent les traces de leurs parents et deviennent soit miliciens/rebelles ou trafiquants de ressources naturelles. La participation de ces femmes à des activités criminelles ne peut être réduite qu'en subvenant à leurs besoins dans le cadre d'un programme clairement défini.

Les planificateurs du programme de DDR en RDC doivent incorporer les besoins de l'ensemble des agents et des victimes du conflit, en leur permettant de réintégrer avec succès la société de manière durable. Comme en témoigne cette recherche, les programmes de DDR mis en œuvre par le passé en RDC ont échoué lamentablement et ont conduit à des processus de réintégration inefficaces.

Notes

- 1 Ce document reflète les conclusions d'une étude réalisée dans la province du Sud-Kivu de la République Démocratique du Congo (RDC) en avril 2015. Des pseudonymes ont été utilisés pour protéger l'identité et la dignité des femmes.
- 2 Voir, C Hofmann and U Schneckener, 'NGOs and Nonstate Armed Combatants – Improving Compliance with International Norms', *Special Report* 284, United States Institute of Peace, 2011.
- 3 Voir, C Raleigh, A Linke and C Dowd, 'Armed Conflict Location and Event Dataset (ACLED)', Codebook Version 2. Boulder: University of Colorado Press, 2012.
- 4 Voir, E Harsch, 'Security reform key to protecting women', 2010, www.un.org/africarenewal/magazine/january-2010/security-reform-key-protecting-women
- 5 Voir, 'Report of the United Nations Joint Human Rights Office on Human Rights Violations Perpetrated by Soldiers of the Congolese Armed Forces and Combatants of the M23 in Goma and Sake, North Kivu Province, and in and around Minova, South Kivu Province, From 15 November to 2 December 2012', www.ohchr.org/Documents/Countries/CD/UNJHROMay2013_en.pdf
- 6 On entend par milices des groupes armés formés dans un but spécifique ou au cours d'une période spécifique. Ils sont habituellement associés à un groupe ethnique ou armés par, ou alliés d'une élite politique dans le but d'atteindre un objectif défini par ces élites ou par des mouvements politiques plus vastes. Un groupe rebelle est une organisation politique dont le but est de contrer un gouvernement national établi par des actes de violence. Pour une analyse détaillée des milices et des rebelles, voir C Raleigh, A Linke and C Dowd, 'Armed Conflict Location and Event Dataset (ACLED)'.
- 7 Interview de l'auteur avec un chef Maï Maï local de la FAL à Kiliba, Sud-Kivu, 10 avril 2015.
- 8 Pour plus de renseignements sur la présence des FDLR et des FNL en RDC, voir, 'Final Report of the UN Group of Experts on the DRC', S /2015/19 du 12 janvier 2015, paras 46-87.
- 9 Les mots mari et maris ont été mis entre guillemets parce que toutes les femmes ne sont pas formellement mariées aux combattants avec qui elles ont eu des enfants.
- 10 Pour une explication détaillée des défis posés par l'intégration ou la démobilisation des groupes armés en RDC, voir 'Final Report of the UN Group of Experts on the DRC', S /2011/738 du 2 décembre 2011.
- 11 Interview de l'auteur avec des femmes associées à des combattants armés non-étatiques dans le Moyen Plateau de Lemera, Sud-Kivu, 12 avril 2015.
- 12 Discussion de groupe avec les femmes à Luvungi, Sud-Kivu, 11 avril 2015.
- 13 Voir 'Gender and Security', www.dcaf.ch/Programmes/Gender-and-Security
- 14 Voir, 'Seventh Report of the Chairperson on the Implementation of the AU Solemn Declaration on Gender Equality in Africa (SDGEA)', EX.CL/729(XI).
- 15 Voir, 'African Union Report on Implementation of Previous Decisions of the Executive Council and the Assembly', EX.CL/Dec. 487 (XIV).
- 16 Voir, 'African Union Policy Framework on Security Sector Reform', Article 16 (i), www.peaceau.org/uploads/au-policy-framework-on-security-sector-reform-ae-ssr.pdf.
- 17 Pour une analyse détaillée des processus de DDR passés en RDC, voir A Kolln, 'DDR in the Democratic Republic of Congo', www.peacedirect.org/wp-content/uploads/DDR-in-the-DRC-by-Andre-Kolln.pdf
- 18 Interview de l'auteur avec un travailleur de proximité chargé du DDR et responsable du désarmement des civils, Uvira, 15 avril 2015.
- 19 Voir, 'Linkage Between DDR and SSR', Document de synthèse de la deuxième conférence internationale sur le DDR et la stabilité en Afrique, Kinshasa, 12-14 juin 2007.
- 20 Interview de l'auteur avec l'épouse d'un rebelle à la périphérie de la forêt de Kahuzi-Biega, Sud-Kivu, 12 avril 2015.
- 21 Cette information a été révélée par les femmes de miliciens lors d'une discussion de groupe à Luvungi au Sud-Kivu, 11 avril 2015.
- 22 Interview de l'auteur avec deux épouses dépendantes de miliciens, Plaines de la Ruzizi, Sud-Kivu, 10 avril 2015.
- 23 Interview de l'auteur avec le responsable d'une ONG locale à Bukavu, Sud-Kivu, 9 avril 2015.
- 24 Interview de l'auteur avec le personnel de terrain d'ONG locales, Bukavu, 8 avril 2015.
- 25 Interview de l'auteur avec une épouse d'un milicien qui fait le trafic d'or. Uvira, 11 avril 2015.
- 26 Interview de l'auteur avec un revendeur d'or informel local à Uvira, 12 avril 2015.
- 27 Voir, 'From Child Miner to Jewelry Store – The Six Steps of Congo's Conflict Gold', <http://enoughproject.org/reports/child-miner-jewelry-store-six-steps-congos-conflict-gold>
- 28 Interview de l'auteur avec un revendeur d'or à Bukavu, 10 avril 2015.
- 29 Voir, 'From Child Miner to Jewelry Store'.
- 30 Interview avec Claudine, personne à la charge d'un combattant des Maï Maï FAL, Lemera, Sud-Kivu, 12 avril 2015.
- 31 Interview de l'auteur avec une trafiquante d'or à Makobola II, Sud-Kivu, 14 avril 2015.
- 32 Interview de l'auteur avec la femme à la charge d'un combattant armé non-étatique, Bukavu, 16 avril 2015.
- 33 Interview de l'auteur avec une trafiquante d'or à Makobola II, Sud-Kivu, 14 avril 2015.
- 34 Interview de l'auteur avec deux des trois femmes à la tête d'une activité de transport en canoé, Mboko, 14 avril 2015.
- 35 Interview de l'auteur avec Marie-Claire, une guérisseuse traditionnelle qui soigne aussi les combattants armés non-étatiques, Makobola II, Sud-Kivu, 14 avril 2015.
- 36 Interview de l'auteur avec le personnel de terrain du plan de DDR de la MONUSCO, Uvira, 15 avril 2015.
- 37 FAZ (Forces Armées Zaïroises), FAC (Forces armées congolaises) sont les anciens noms de l'armée congolaise qui s'appelle désormais les FARDC (Forces Armées de la République Démocratique du Congo).
- 38 Interview de l'auteur avec un responsable du plan de DDR de la MONUSCO au centre de transit de la DDR, Bukavu, 16 avril 2015.
- 39 Voir, R Smits and S Cruz, 'Increasing Security in DR Congo: Gender Responsive Strategies for Combating Sexual Violence', 2011. <http://africacenter.org/2011/11/increasing-security-in-dr-congo-gender-responsive-strategies-for-combating-sexual-violence/>

À propos de l'auteur

Nelson Alusala est consultant en recherche à l'Institut d'Études de Sécurité. Il est titulaire d'un Doctorat en sciences politiques obtenu à l'Université de Pretoria. Il a travaillé auparavant pour le Groupe d'experts des Nations Unies sur la République Démocratique du Congo, et a aussi effectué des recherches sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration dans différents contextes en Afrique, notamment au Mozambique et au Libéria. Il demeure engagé dans des initiatives similaires dans la région des Grands Lacs du continent.

À propos de l'ISS

L'Institut d'Études de Sécurité est une organisation africaine qui vise à améliorer la sécurité humaine sur le continent. Il mène des travaux de recherche indépendants et pertinents, propose des analyses et conseils stratégiques d'expert, des formations pratiques ainsi qu'une assistance technique.

Remerciements

Ce rapport a été rendu possible grâce au soutien du gouvernement australien. L'ISS voudrait remercier les membres du Forum des partenaires de l'ISS suivants pour leur soutien : les gouvernements de l'Australie, du Canada, du Danemark, de la Finlande, du Japon, des Pays-Bas, de la Norvège, de la Suède et des États-Unis.

ISS Pretoria

Block C, Brooklyn Court
361 Veale Street
New Muckleneuk
Pretoria, Afrique du Sud
Tel: +27 12 346 9500
Fax: +27 12 460 0998
pretoria@issafrica.org

ISS Addis Ababa

5^{ème} étage, Get House
Building, Africa Avenue
Addis Abéba, Éthiopie
Tel: +251 11 515 6320
Fax: +251 11 515 6449
addisababa@issafrica.org

ISS Dakar

4^{ème} étage, Immeuble
Atryum
Route de Ouakam
Dakar, Sénégal
Tel: +221 33 860 3304/42
Fax: +221 33 860 3343
dakar@issafrica.org

ISS Nairobi

Braeside Gardens
off Muthangari Road
Lavington, Nairobi, Kenya
Port: +254 72 860 7642
Port: +254 73 565 0300
nairobi@issafrica.org

www.issafrica.org

© 2016, Institut d'Études de Sécurité

Les Droits d'auteur sur l'intégralité du volume sont conférés à l'Institut d'Études de Sécurité, et le présent document ne peut en aucun cas être reproduit en intégralité ou en partie, sans la permission écrite expresse des deux auteurs et des éditeurs.

Les opinions exprimées dans les présentes ne reflètent pas nécessairement celles de l'ISS, de ses fiduciaires, des membres du Conseil Consultatif ou des bailleurs de fonds. Les auteurs contribuent aux publications de l'ISS en leur qualité personnelle.

Rapport sur l'Afrique
centrale Numéro 4

ISSN 1026-0404



9 771026 040004